



Des politiques publiques à la hauteur de nos tout-petits

Marilou Denault
Conseillère principale,
Communications et affaires publiques

OBSERVATOIRE
des tout-petits

**QU'EST-CE
QU'UNE POLITIQUE
PUBLIQUE ?**



Définition

« Action stratégique menée par une autorité publique afin d'atténuer ou de favoriser certains phénomènes se manifestant dans la population. »»

- Centre de collaboration nationale sur les politiques publiques et la santé

En d'autres termes, les politiques publiques sont des mesures mises en place par les gouvernements afin d'améliorer la qualité de vie des gens.

QUE FAISONS-NOUS AU QUÉBEC POUR NOS TOUT-PETITS ET LEUR FAMILLE ?

Portrait des politiques publiques – 2021



© Jppel Naori | Gettyimages

OBSERVATOIRE
des tout-petits

 Fondation Lucie
et André Chagnon

14 thématiques sélectionnées par un comité conseil formé d'experts du secteur de la petite enfance

L'accès aux services périnataux (p.37)

Le dépistage des difficultés de développement (p.51)

L'accès à un suivi médical (p.61)

L'utilisation des services de soins dentaires (p.71)

L'accès à des services de santé et à des services sociaux (p.79)

L'accès à des services éducatifs à l'enfance de qualité (p.89)

La sécurité alimentaire des tout-petits (p.103)

L'accès à un logement abordable et adéquat (p.113)

Le revenu des familles (p.125)

La conciliation famille-travail-études (p.137)

Le soutien aux organismes communautaires qui oeuvrent auprès des familles (p.149)

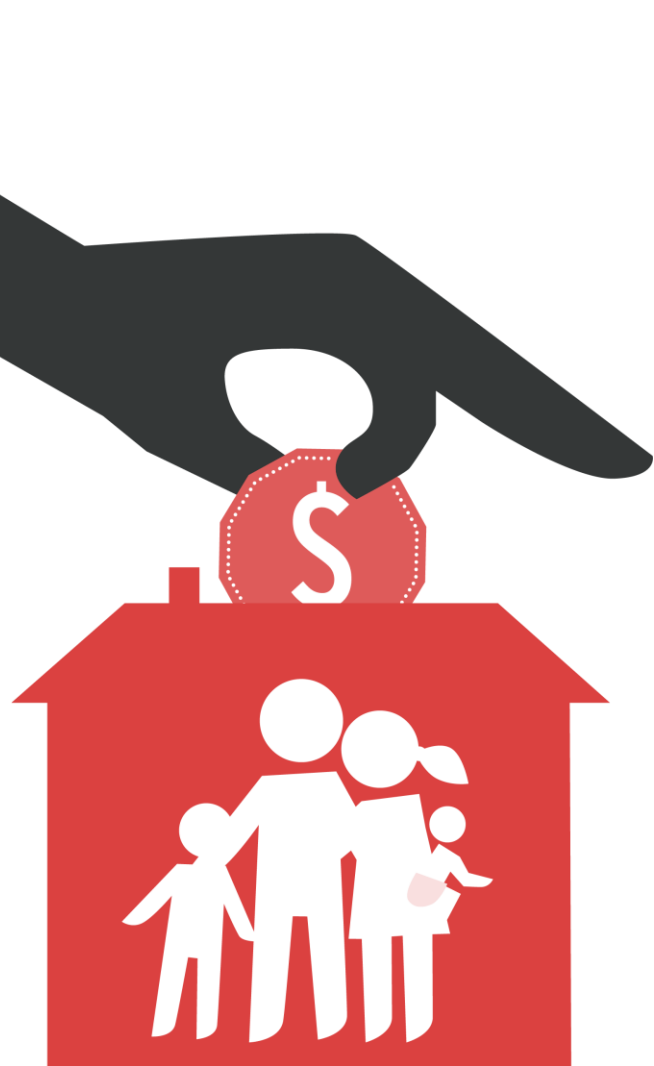
Les tout-petits des Premiers Peuples au Québec (p.203)

LE RÔLE DES MUNICIPALITÉS DANS LA VIE DES TOUT-PETITS

La contribution des politiques familiales municipales au développement des tout-petits (p.171)

Les espaces publics extérieurs propices aux jeux (p.181)

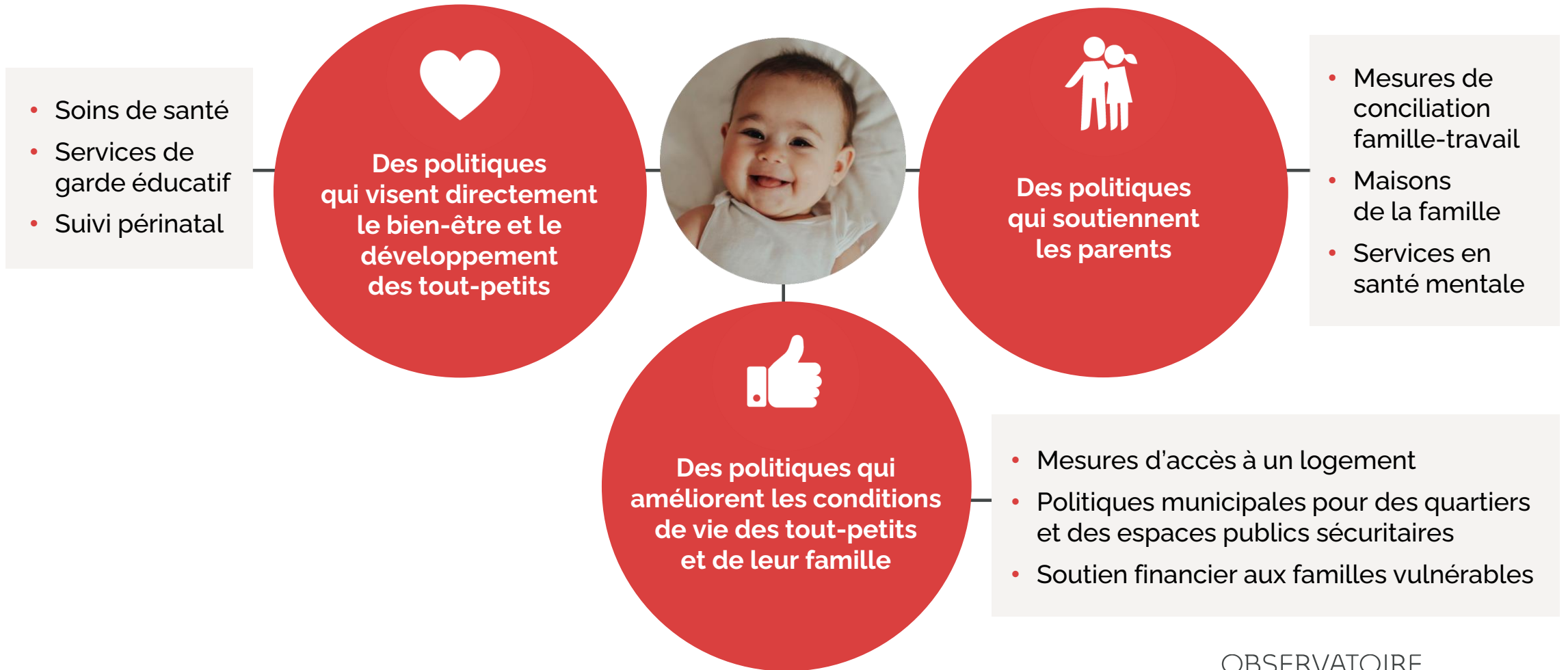
L'accès des tout-petits et de leur famille au transport collectif (p.193)



Selon les travaux de la Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques, le Programme d'aide sociale est efficace dans la mesure où il offre un **soutien financier en l'absence d'autres rentrées d'argent.**

Il améliore nécessairement le revenu des familles ciblées. Toutefois, il est certain que cette politique n'est **pas suffisante à elle seule** pour couvrir les besoins de base des familles.

Offrir à chaque enfant les conditions qui lui permettront de développer son plein potentiel

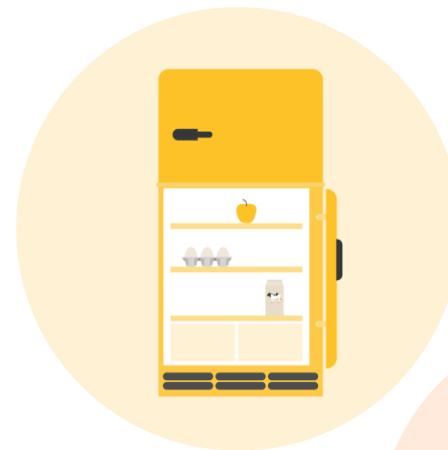


Pour être davantage pertinentes et efficaces, les politiques de soutien financier aux familles doivent donc s'accompagner de politiques visant à

favoriser la sécurité alimentaire et

l'accès à un logement abordable et adéquat.

Elles doivent aussi s'accompagner de **mesures de conciliation famille-travail** (ou famille-travail-études dans certains cas).



Diminuer la pression au sein des familles pour prévenir la maltraitance

Les conditions dans lesquelles les tout-petits grandissent peuvent influencer le risque de maltraitance.

Stress lié à la conciliation famille-travail

Faible revenu

Faible soutien social

Symptômes de dépression chez les parents

Consommation abusive d'alcool ou de drogues



Améliorer les **conditions de vie** et réduire le **stress des familles** permet de **prévenir la maltraitance**.



Soutien au logement

Aide au revenu

Mesures de conciliation travail-famille

Soutien social

Accès à des services de garde éducatifs de qualité

**DES GAINS POUR
LES TOUT-PETITS
ET LEUR FAMILLE**



Des politiques qui soutiennent les parents:
l'exemple du Régime québécois d'assurance parentale

1995
4,2 %
des pères utilisaient une
portion du congé parental.



2017
80 %
des pères utilisent
le congé parental.

Des politiques qui visent directement le bien-être et le développement des tout-petits: l'exemple des services de garde éducatifs à l'enfance

Au milieu des années 1990,
seulement

20 % des enfants
de 0 à 4 ans
avaient accès
à une place subventionnée dans un
service éducatif à l'enfance.



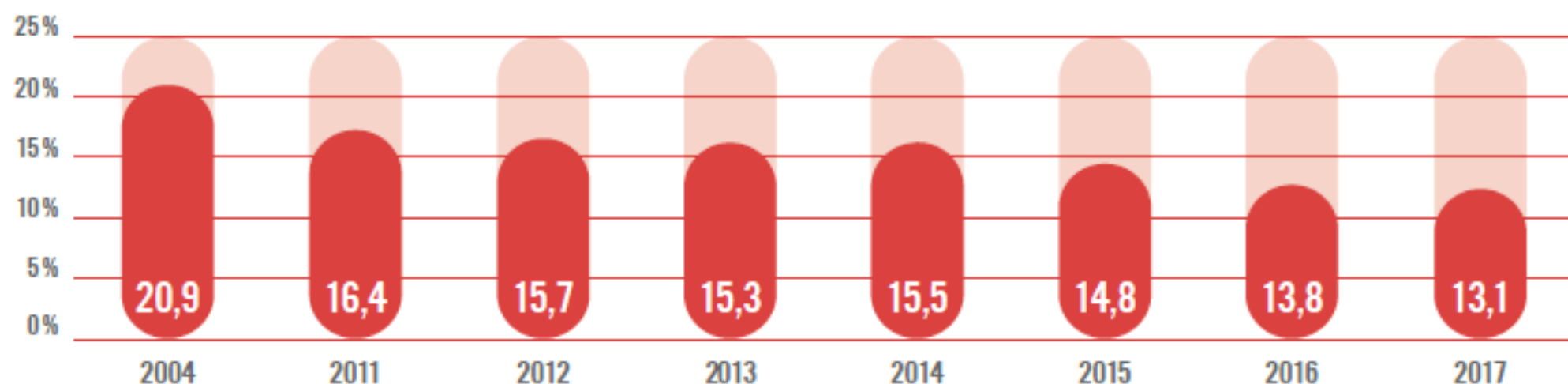
En 2019,
c'était le cas pour

60,5 %
des enfants.

Cela a eu des répercussions sur le taux d'activité professionnelle
des mères de 25 à 54 ans.



Proportion d'enfants québécois de 0 à 5 ans vivant dans une famille à faible revenu de 2004 à 2017*

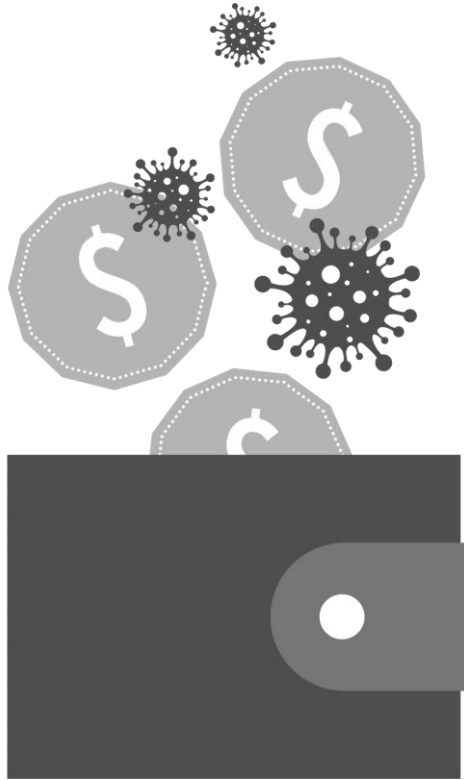


* Il s'agit ici du taux de faible revenu selon la mesure de faible revenu (MFR) après impôts chez les enfants de 0 à 5 ans.

**Des inégalités qui
persistent**



Des inégalités qui persistent



La proportion d'enfants de 0 à 5 ans vivant dans un **ménage à faible revenu** était de 13,1% en 2017.

Rappelons toutefois que la crise de la COVID-19 a augmenté la précarité de la situation économique de plusieurs familles. Un bulletin de l'Institut de la Statistique du Québec rapportait que l'économie du Québec a perdu, de mars à juin 2020, environ 450 000 emplois en raison des effets de la pandémie de COVID-19. Il s'agit d'une baisse d'environ 10 % du volume total de l'emploi, par rapport à la même période en 2019.

(p. 125)

Des inégalités qui persistent



- Environ un ménage québécois sur dix ayant au moins un enfant de 5 ans et moins était en situation d'insécurité alimentaire en 2017-2018, alors que chez l'ensemble de la population québécoise, la proportion est de 7,4%.

Des inégalités qui persistent

En 2016, parmi les familles avec au moins un enfant de 0 à 5 ans :



13,6%

habitaient dans
un **logement
non abordable.**



habitaient dans
un **logement de
taille insuffisante.**



habitaient dans un
**logement nécessitant des
réparations majeures.**

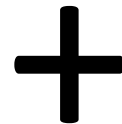
Des tout-petits doublement vulnérables

Les tout-petits

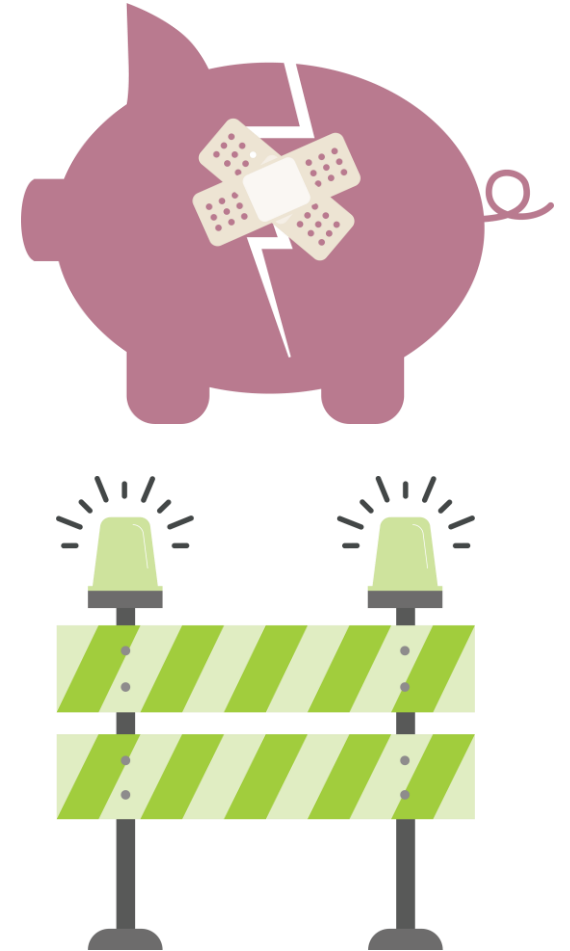
- en situation de pauvreté
- des familles immigrantes
- autochtones
- ayant des besoins particuliers

sont...

Les plus touchés par les inégalités



Exposés au plus grand nombre de barrières d'accès aux services



Des mesures pour soutenir les parents et agir sur les conditions de vie des tout-petits

Il est possible d'agir !

